



A-2020-75

ARRETE DE LA PRESIDENTE

PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N° 1 DU PLU DE NAVES-PARMELAN

La Présidente du Grand Annecy,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5216-5,

VU le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-36 et suivants et plus particulièrement les articles L.153-45 à L.153-48,

Publiée le

12 NOV. 2020

Déposée en
Préfecture le

12 NOV. 2020

Exécutoire le

12 NOV. 2020

VU l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2016-0056 du 29 juillet 2016 portant fusion de la Communauté de l'agglomération d'Annecy et des Communautés de communes du pays d'Alby, du pays de Fillière, de la rive gauche du lac d'Annecy et de la Tournette,

VU l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2018-0066 du 21 décembre 2018 approuvant les statuts du Grand Annecy,

VU la délibération du Conseil communautaire du Grand Annecy n° 2017/616 du 16 novembre 2017 approuvant le PLU de Nâves-Parmelan,

CONSIDERANT que la modification envisagée relève du champ d'application de la procédure de modification simplifiée (article L.153-45 et suivants du code de l'Urbanisme), dans la mesure où elle n'a pas pour effet :

- de changer les orientations du projet d'aménagement et de développement durables,
- de réduire un espace boisé classé, une zone agricole et une zone naturelle et forestière,
- de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
- d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier,
- de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan,
- de diminuer les possibilités de construire,
- de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;
- d'appliquer l'article L.131-9 du code de l'Urbanisme relatif aux dispositions tenant lieu de programme local de l'habitat,

et dans le cas où elle a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle.

ARRETE

Article 1 : Il est décidé d'engager la procédure de modification simplifiée n° 1 du PLU de Nâves-Parmelan selon la procédure définie à l'article L.153-45 du Code de l'urbanisme.

Le projet de modification simplifiée porte sur le point suivant : rectification d'une erreur matérielle portant sur l'écriture du règlement en zones A et N relatif aux constructions existantes.

Article 2 : En application de l'article L153-40 du Code de l'urbanisme, le projet de modification simplifiée n° 1 du PLU de Nâves-Parmelan sera notifié au Maire de Nâves-Parmelan, au Préfet de la Haute-Savoie et aux personnes publiques associées (visées aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'Urbanisme) avant sa mise à disposition du public. Le cas échéant, les avis seront joints au dossier de mise à disposition.

Ladite mise à disposition fera l'objet d'une délibération précisant ses modalités.

A l'issue de la mise à disposition, le projet de modification simplifiée n° 1, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui auront été joints au dossier et des observations du public, sera soumis à l'approbation du Conseil communautaire.

Article 3 : Le présent arrêté fera l'objet de mesures de publicité définies aux articles R.153-20 à R.153-22 du Code de l'urbanisme. Il sera affiché en mairie de Nâves-Parmelan et au siège du Grand Annecy durant un mois et la mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Il sera également mis en ligne sur le site internet du Grand Annecy et sera publié au recueil des actes administratifs du Grand Annecy.


Article 4 : Madame la Présidente est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation est adressé à Monsieur le Préfet de Haute-Savoie.

Article 5 : Le présent arrêté peut être contesté :

- Soit en saisissant le Tribunal administratif de Grenoble d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la date de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. Cette possibilité peut être exercée soit par voie postale, soit par l'application « Télérecours citoyens » (www.telerecours.fr).
- Soit par recours gracieux auprès de la Présidente du Grand Annecy, adressé par écrit dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. Cette démarche interrompt les délais de recours contentieux. Le délai de 2 mois pour saisir le juge recommencera à courir lorsque ce recours aura été rejeté de manière expresse ou implicite par l'administration.

Fait à Annecy, le 12 NOV. 2020

La Présidente



Frédérique LARDET.